

Art. 4. Mededeling van de bij artikel 2 bedoelde aanplakking of individuele kennisgeving, moet door de werkgever, onder een bij de post aangetekende omslag, de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving worden gezonden aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is.

Art. 5. De bij artikel 2 bedoelde kennisgeving en de bij artikel 4 bedoelde mededeling moeten de datum vermelden waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst zal ingaan, de datum waarop deze schorsing een einde zal nemen en de data waarop de werklieden werkloos zullen gesteld worden.

De bij artikel 4 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische oorzaken die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst rechtvaardigen en hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 september 2002 en treedt buiten werking op 1 maart 2003.

Artikel 4 van dit besluit treedt buiten werking op de datum van inwerkingtreding van artikel 71 van de Programmawet van 30 december 2001.

Art. 7. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 september 2002.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.
Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.
Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.
Koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984.

Art. 4. Communication de l'affichage ou de la notification individuelle visée à l'article 2 doit être adressée par l'employeur, sous pli recommandé à la poste, le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle, au bureau du chômage de l'Office National de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 et la communication visée à l'article 4 doivent mentionner la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours, la date à laquelle cette suspension prendra fin et les dates auxquelles les ouvriers seront mis au chômage.

La communication visée à l'article 4 mentionne en outre les causes économiques qui justifient la suspension complète de l'exécution du contrat et soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit la ou les sections de l'entreprise dont l'activité sera suspendue.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2002 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} mars 2003.

L'article 4 du présent arrêté cesse d'être en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 71 de la loi-programme du 30 décembre 2001.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 septembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.
Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.
Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.
Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, *Moniteur belge* du 21 janvier 1984.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2002 — 3644

[C - 2002/31474]

18 JUILLET 2002. — Arrêté 99/262/E2 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1^o;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1^o;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu les avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donnés les 5 mars 1999 et 5 juillet 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2002;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 18 juillet 2002;

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;
Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 2. Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« centre » : centre de jour pour enfants scolarisés;

« administration » : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998;

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 10 du décret;

« membre du Collège » : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique des personnes handicapées;

« arrêté du Collège du 18 octobre 2001 » : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle.

« section « personnes handicapées » du Conseil consultatif » : « section « personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé.

Art. 3. § 1^{er}. Un centre est constitué conformément aux dispositions de l'article 60 du décret pour remplir les missions définies à l'article 61 du décret. Il est destiné aux enfants scolarisés.

Il assure durant toute l'année la prise en charge des personnes handicapées scolarisées. Il est ouvert au moins dix heures par jour en assurant des activités éducatives et rééducatives, le repas de midi étant assimilé aux activités éducatives. Le centre est fermé les week-ends et les jours fériés, sauf exception prévue par le projet collectif visé à l'article 5, 10. De plus, le projet collectif peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'accueil soit offerte par le centre aux personnes accueillies qui en font la demande.

En collaboration avec la personne handicapée et sa famille, le centre a pour objectif une intégration sociale et scolaire optimale en enseignement ordinaire ou en enseignement spécial, et dans les milieux de vie, en valorisant ses ressources et en renforçant ses potentialités. Le centre propose un soutien individualisé et un soutien à travers des activités collectives, et ce hors temps scolaire comme durant le temps scolaire, au sein ou hors de l'école fréquentée.

§ 2. Pour chaque centre, le Collège détermine une capacité agréée, correspondant au nombre de personnes handicapées qu'il doit prendre en charge, ainsi que le nombre maximal de personnes handicapées qu'il peut prendre en charge.

§ 3. Il faut entendre par personne handicapée prise en charge par le centre, la personne pour laquelle une convention de prestations personnalisée a été signée, incluant un travail pluridisciplinaire coordonné.

Ce travail pluridisciplinaire s'adresse aux personnes handicapées :

- scolarisées de l'école avec laquelle le centre collabore de manière privilégiée;
- inscrites dans d'autres écoles;
- en décrochage scolaire.

Le travail pluridisciplinaire complète l'action éducative, psychosociale et rééducative apportée par les écoles.

Sont assimilés les enfants en âge préscolaire fréquentant ou non une crèche.

Art. 4. § 1^{er}. La somme des capacités agréées des centres, arrêtée au 1^{er} janvier 2003, constitue la capacité agréée totale pour le territoire de Bruxelles-Capitale. Elle comprend les capacités accordées par décision de principe ayant trait à l'achat, la construction ou l'aménagement de bâtiments.

§ 2. Toute modification des capacités agréées, fait l'objet d'une décision du Collège sur avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif.

CHAPITRE II. — Agrément

Section 1^{re}. — Les conditions et la procédure

Art. 5. Pour être agréé, un centre doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. installer son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
2. se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;
3. s'engager à ne pas conditionner la prise en charge par le centre à une contrepartie en espèces ou en nature de la personne handicapée, de son représentant légal ou de sa famille;
4. disposer de locaux respectant les normes architecturales prévues aux articles 20 à 27 et assurer l'adaptation des bâtiments en tenant compte des personnes prises en charge;
5. respecter les normes d'encadrement prévues à la section 3 du présent chapitre;
6. assurer la prise en charge d'au moins vingt personnes handicapées par centre agréé;
7. constituer un dossier individuel pour chaque personne handicapée prise en charge tel que prévu à l'article 19;
8. conclure avec chaque personne handicapée prise en charge ou avec son représentant légal une convention de prestation personnalisée, conformément aux dispositions de l'article 18;

9. établir, en concertation avec le personnel en place, un projet collectif conçu sur la base de l'annexe 1^{re} et comprenant le modèle de la convention de prestation personnalisée à conclure avec chaque personne handicapée prise en charge ou avec son représentant légal;

10. assurer dans un esprit pluridisciplinaire l'encadrement médical, psychologique, éducatif, rééducatif et social qui tient compte de chaque projet individuel dans le cadre du projet collectif;

11. établir un règlement d'ordre intérieur conformément aux dispositions de l'article 17;

12. tenir à disposition de l'administration un registre des présences des personnes handicapées prise en charge selon le modèle défini par celle-ci;

13. assurer la formation continuée du personnel en fonction de ses activités;

14. transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités portant sur :

— les éléments statistiques relatifs aux personnes handicapées prises en charge sur base des paramètres déterminés par l'administration;

— la mise en œuvre du projet collectif et des activités;

— les réalisations en terme d'intégration des personnes handicapées prises en charge;

— l'évaluation des conventions de collaboration prévues à l'article 6, point 16;

— les formations suivies par le personnel;

15. se soumettre aux évaluations, visites et contrôles coordonnés par l'administration et fournir à celle-ci tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;

16. tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par l'administration, tel que prévu à l'article 16;

17. informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du centre, en particulier, de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le centre transmet à l'administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Avant l'engagement, le centre exige de recevoir un certificat de bonnes vie et mœurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel.

Art. 6. La demande d'agrément d'un centre doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle qu'elle établit à cet effet.

L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1. une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications, ainsi que la liste des membres du Conseil d'administration;

2. la dénomination du centre, les adresses de son siège social et de ses sièges d'activités;

3. les spécificités des personnes, leur nombre et leur tranche d'âge, pour lesquels le centre demande un agrément;

4. la description des activités actuelles ou en projet, le projet collectif et la date de prise de cours de l'agrément sollicité;

5. le modèle de convention de prestation personnalisée;

6. le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le centre;

7. une copie des plans des différents niveaux des bâtiments occupés mentionnant la destination et la superficie nette des locaux; ces plans sont établis par un architecte ou un géomètre expert;

8. le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;

9. la liste du personnel du centre avec sa qualification, sa fonction, son volume hebdomadaire de prestations, ou à défaut le plan d'engagement du personnel;

10. pour chacun des membres de ce personnel, la copie de son contrat de travail, et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté;

11. une copie du contrat en matière d'assurance et de responsabilité civile pour les membres de ce personnel et les personnes handicapées prises en charge;

12. la liste des personnes handicapées prises en charge et des candidatures, précisant leur nombre et leur âge;

13. la liste de l'équipement spécifique;

14. le règlement de travail;

15. le règlement d'ordre intérieur;

16. les conventions conclues avec des tiers pour la réalisation du projet collectif.

Art. 7. Si la demande du centre n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme nulle et non avenue.

Art. 8. Lorsque la demande est complète, l'administration instruit la demande d'agrément et organise une visite pour vérifier si le centre répond aux conditions d'agrément.

L'administration transmet la demande au membre du Collège. Elle y joint une proposition d'agrément. Le membre du Collège soumet la proposition à la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif. Il précise le délai prévu pour l'avis.

Dans les trente jours suivant la remise de cet avis, l'administration le transmet au membre du Collège, accompagné d'une proposition de décision.

La décision est prise par le Collège et notifiée par l'administration au demandeur.

Art. 9. Le Collège accorde l'agrément pour une durée qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable conformément aux dispositions de l'article 11.

Art. 10. La décision d'agrément précise les spécificités des personnes prises en charge, la capacité agréée en référence au projet collectif, ainsi que le nombre maximal de personnes handicapées qu'il peut prendre en charge.

Le Collège peut, sur proposition de l'administration et selon les modalités qu'il détermine, diminuer la capacité agréée si le nombre de personnes handicapées prises en charge est inférieur pendant une année scolaire.

Art. 11. La demande de renouvellement d'agrément d'un centre est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le centre demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier initial ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils soient demeurés conformes à la situation d'origine.

L'administration instruit la demande de renouvellement d'agrément et organise une visite pour vérifier si le centre continue à répondre aux conditions d'agrément.

Art. 12. La demande de modification d'agrément est introduite par le centre auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le centre des éléments nécessaires à l'instruction de la demande. Celle-ci est instruite selon les règles applicables à la demande d'agrément.

Art. 13. Le centre qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

Art. 14. Lorsque cette condition n'est toujours pas respectée dans un délai de deux mois à dater de l'avertissement visé à l'article 13, l'administration adresse au centre, par lettre recommandée, une mise en demeure motivée.

Si après un nouveau délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie au centre par lettre recommandée. Le centre dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, auprès de l'administration qui fixe le jour et l'heure d'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément à la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif qui donne son avis dans les trois mois de sa saisine.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif cette proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

Art. 15. La décision de suspension ou de retrait d'agrément entraîne l'arrêt des subventions au centre à la date fixée par le Collège. En outre, en cas de retrait, la récupération de la partie non amortie des subventions éventuellement accordées en matière d'infrastructure est opérée.

L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au personnel du centre et à leurs représentants syndicaux.

Le centre communique immédiatement la décision de retrait d'agrément aux personnes handicapées prises en charge ou à leurs représentants légaux. En cas de carence du centre, l'administration accomplit cette obligation.

Art. 16. Chaque centre agréé doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans adoptés par le Collège.

L'exercice comptable correspond à l'année civile. Une comptabilité analytique par agrément et le bilan de l'a.s.b.l. sont transmis à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés des rapports, soit des réviseurs d'entreprise, soit des commissaires réviseurs.

Art. 17. Le règlement d'ordre intérieur définit les droits et devoirs respectifs de la personne handicapée et du centre.

Il mentionne :

1. les droits et devoirs de la personne handicapée;
2. les droits et devoirs du centre;
3. la description du centre et de son fonctionnement;
4. les mesures qui sont mises en œuvre lorsqu'une personne handicapée contrevient aux règles de fonctionnement;
5. les modalités d'introduction des réclamations et leur mode de traitement;
6. les noms du directeur et du président du conseil d'administration, ainsi que le siège social de l'a.s.b.l.;
7. les coordonnées de l'administration.

Art. 18. La convention personnalisée signée entre le centre et la personne handicapée comprend au moins les dispositions suivantes :

1. l'identité des parties; le cas échéant, l'identité de la personne handicapée est accompagnée de celle de son représentant légal;
2. la date de début de la prise en charge et la durée de la convention;
3. le projet de prise en charge qui comprend notamment les modalités d'évaluations annuelles, les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir;
4. le montant de la contribution financière visée à la section 5 du chapitre 3;

5. la personne physique ou morale qui répond du paiement;
6. les suppléments réclamés en vertu des articles 49 et 50 et les modalités de fixation de ces suppléments;
7. la possibilité d'une solution de prise en charge pendant les périodes de fermeture du centre telles que prévues dans le projet collectif;
8. les modalités de résiliation de la convention par chacune des parties et de réorientation de la personne handicapée;
9. l'engagement du centre de répondre aux demandes individualisées d'information émanant des personnes handicapées ou de leurs représentants légaux;
10. le mode et la périodicité suivant lesquels cette convention est évaluée, peut être modifiée ou complétée.

Un exemplaire du projet collectif et un exemplaire du règlement d'ordre intérieur sont annexés à la convention. Celle-ci est remise à chacune des parties.

Art. 19. Au sein d'un centre, le dossier individuel de la personne handicapée comprend :

1. un volet médical;
2. un volet psychologique;
3. un volet pédagogique;
4. un volet socio-éducatif comprenant :
 - a. l'anamnèse;
 - b. l'analyse des besoins;
 - c. le projet de prise en charge qui comprend notamment les évaluations annuelles, les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir.
5. la convention personnalisée et ses modifications.

Le centre veille à la mise à jour régulière de ces données.

Lorsque la personne handicapée est prise en charge par un centre et un centre d'hébergement qui relèvent de la même a.s.b.l. et se trouvent sur un même site, un seul dossier individuel peut être tenu en y distinguant les objectifs spécifiques de chaque centre.

Section 2. — Les normes architecturales

Art. 20. L'implantation du centre tient compte des besoins spécifiques des personnes handicapées prises en charge ainsi que des locaux de l'établissement scolaire dans lequel les personnes handicapées sont inscrites.

Art. 21. Les mesures nécessaires sont prises par le centre pour prévenir et combattre l'incendie, ainsi que pour assurer l'évacuation des occupants en cas de sinistre.

Les plans de projets construction et la description des matériaux utilisés sont soumis à l'avis du service régional d'incendie.

Art. 22. Les bâtiments du centre sont régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration est combattue. Le chauffage permet d'atteindre par tous les temps dans les locaux d'activités, une température d'au moins 20 °C. L'aération et un éclairage naturel suffisants des locaux d'activité sont assurés. L'eau potable du réseau de distribution est facilement accessible partout dans le centre.

Art. 23. L'équipement du centre est adapté aux besoins des personnes handicapées et l'espace vital aux contraintes spécifiques imposées par le handicap.

Art. 24. § 1^{er}. Les installations sanitaires sont aisément accessibles. La ventilation efficace de ces locaux est assurée. § 2. Chaque centre dispose d'au moins un WC destiné au personnel et aux visiteurs.

§ 3. Si le centre est organisé conjointement à un centre d'hébergement dans la même infrastructure, les installations sanitaires du centre d'hébergement sont prises en considération pour le respect des normes du centre.

Art. 25. Le centre dispose en nombre suffisant de locaux destinés :

- à la gestion du centre;
- au service social;
- aux activités éducatives et rééducatives;
- à la consultation psychologique;
- à l'infirmerie et aux examens médicaux;
- aux visites.

Art. 26. Les centres veillent à prendre des dispositions pour préserver la santé des personnes handicapées et du personnel vis-à-vis du tabagisme passif.

Art. 27. Quand des prises en charge sont organisées hors de l'infrastructure du centre, celui-ci veille à ce que le lieu des activités soit adapté au handicap des personnes bénéficiaires.

Section 3. — Les normes d'encadrement

Art. 28. § 1^{er}. Les normes d'encadrement des centres sont calculées sur base d'un équivalent temps plein dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures, sauf pour le personnel médical dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 24 heures.

§ 2. La vérification du respect des normes d'encadrement s'opère sur une base mensuelle.

Pour opérer cette vérification il n'est pas tenu compte de la réduction du temps de travail accordée individuellement au personnel des centres en vertu des dispositions du titre IV de l'arrêté du Collège du 18 octobre 2001.

Art. 29. § 1^{er}. Les normes générales concernant la direction, le personnel comptable et l'équipe administrative sont fixées par le Collège.

§ 2. Les normes d'encadrement pour le personnel médical, l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale ainsi que pour le personnel technique sont fixées par le Collège.

Elles tiennent compte :

- 1) de la capacité agréée;
- 2) des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne handicapée incluse dans la capacité agréée.

§ 3. Si, en application de l'article 10, alinéa 3, le Collège diminue la capacité agréée d'un centre, la norme d'encadrement modifiée prendra effet :

— soit le premier jour qui suit celui de la fin du préavis du (des) travailleur(s) concerné(s), celui-ci étant donné dans le mois qui suit la date de prise d'effet de la modification d'agrément fixée spécifiquement par le Collège;

— soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du (des) travailleur(s) concerné(s), celui-ci étant communiqué dans le mois qui suit la date de prise d'effet de la modification d'agrément fixée spécifiquement par le Collège.

Art. 30. § 1^{er}. Les membres du personnel sont répartis en quatre catégories distinctes :

- le personnel médical;
- l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale;
- l'équipe administrative;
- le personnel technique.

La répartition des fonctions, à l'intérieur de chacune de ces catégories, est fixée par le centre, en tenant compte des besoins spécifiques des personnes handicapées accueillies.

§ 2. Néanmoins, la proportion d'emplois équivalents temps plein occupés par des membres de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale titulaires d'un titre de licencié et correspondant à des fonctions pouvant nécessiter ce titre ne peut dépasser 8 %.

Sur proposition de l'administration, compte tenu du projet collectif du centre et de la spécificité des personnes handicapées prises en charge, le membre du Collège peut octroyer une dérogation exceptionnelle à ce pourcentage.

Art. 31. Lorsque la direction délègue un membre du personnel pour la remplacer, celui-ci doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Toute fonction rémunérée dans le centre est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'a.s.b.l..

CHAPITRE III. — *Subventionnement*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 32. Une subvention annuelle est octroyée aux centres. Elle comprend :

- 1) une subvention de fonctionnement;
- 2) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées :
 - scolarisées uniquement pendant les vacances scolaires,
 - d'âge préscolaire durant toute l'année;
- 3) une subvention pour la prise en charge du personnel visé à la section 3 du chapitre II.

Ces subventions ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées.

Art. 33. Les subventions accordées par les pouvoirs publics ou par des organisations que les pouvoirs publics subventionnent sont déduites de la subvention annuelle dans la mesure où elles sont allouées pour des dépenses couvertes par la subvention accordée en application du présent chapitre, à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation et des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur.

Art. 34. La subvention annuelle est versée aux centres sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues au présent chapitre.

L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, des normes d'encadrement auxquelles peut prétendre le centre et de l'évolution du personnel engagé en terme de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté.

Au plus tard trois semaines avant l'envoi pour paiement à l'organisme bancaire, l'administration transmet, pour accord, au membre du Collège les propositions relatives aux avances afférentes à chaque centre.

Art. 35. § 1^{er}. Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le centre auprès de l'administration pour le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.

Sauf cas de force majeure dûment motivé par le centre, le dépassement de cette date autorise l'administration à ne pas respecter le délai fixé pour l'adoption de la décision dont mention au paragraphe 3.

§ 2. Le dossier est établi conformément au modèle fixé par l'administration et comprend au minimum les pièces justificatives suivantes :

Concernant la subvention de fonctionnement et la subvention pour frais personnalisés :

- le grand livre des charges et des produits;
- la balance générale;
- les tableaux d'amortissement.

Concernant le transport collectif :

— les factures accompagnées de pièces justificatives qui précisent de manière globale les dates des transports effectués, le nom des personnes transportées, leur nombre et le nombre de kilomètres parcourus.

Concernant la subvention pour frais de personnel :

- les comptes individuels de tous les travailleurs;
- les déclarations trimestrielles O.N.S.S.;
- le tableau récapitulatif des rémunérations reprenant l'ensemble des travailleurs;
- l'attestation C 450bis émanant de l'O.N.S.S.;
- le relevé 325 émanant du Ministère des Finances;
- le document concernant les vacances des travailleurs manuels;
- le formulaire récapitulatif des frais de transport (domicile-travail) du personnel;
- le décompte définitif de l'assurance-loi;
- l'attestation émanant de la compagnie d'assurance sur laquelle figure :
 - a. le montant et la nature des rémunérations déclarées,
 - b. les rémunérations et les suppléments fixes et variables qui sont pris en considération pour le calcul de la prime,
 - c. les pourcentages appliqués : risque professionnel, chemin du travail,
 - d. les taxes payées sur la prime,
 - e. pour chaque accident de travail, une photocopie de la déclaration transmise par le centre,
 - f. le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail.
- le décompte définitif de la médecine du travail ainsi que les preuves de paiement;
- le décompte définitif des frais pour la mission de conseil en prévention ainsi que les preuves de paiement;
- la liste des bénéficiaires de vêtements de travail, la fonction occupée par ceux-ci, un document reprenant la nature et le nombre de vêtements distribués par membre du personnel ainsi que les factures payées relatives à l'achat et à l'entretien ou à la location de vêtements de travail;
- la liste des bénéficiaires du congé-éducation reprenant le nombre d'heures;
- la liste des bénéficiaires d'interventions en vue de compenser leur perte de rendement;
- la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de pré-pension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé;

§ 3. Après vérification du dossier justificatif, l'administration établit la différence entre la somme des avances visées à l'article 34 et le montant de la subvention annuelle. Elle soumet une proposition de décision au centre qui dispose d'un délai d'un mois pour communiquer ses observations. Une seule décision pour l'ensemble des centres est adoptée au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'exercice au cours duquel les dossiers justificatifs ont été introduits.

Art. 36. Lorsque l'administration constate que, pour une année considérée, les avances mensuelles versées à un centre sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Si cette situation est engendrée par le non-respect par le centre des dispositions du point 17 de l'article 5, le trop perçu est augmenté des intérêts au taux d'intervention supérieur de la Banque nationale en vigueur cette année. Les intérêts moratoires sont dus de plein droit à compter de la date de communication au centre de l'établissement du compte de la subvention.

Cette récupération peut exceptionnellement, à la demande du centre, faire l'objet de termes et délais. L'administration établit alors un plan d'apurement du trop perçu et le soumet, pour accord, au membre du Collège.

Art. 37. Lorsque l'administration constate que le trop perçu obtenu par le centre procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément. Il est statué sur cette proposition conformément à l'article 14.

Section 2. — Subvention de fonctionnement

Art. 38. § 1^{er}. La subvention annuelle de fonctionnement octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais personnalisés, de fonctionnement, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.

§ 2. Le montant maximum par an équivaut pour les centres à € 2.074 multipliés par la capacité agréée.

Art. 39. Les frais admissibles pouvant justifier les subventions sont précisés à l'annexe 2.

Art. 40. § 1^{er}. La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 2. La subvention est augmentée des frais de secrétariat social, à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 3. La subvention est augmentée des frais de blanchisserie, à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème d'ouvrier, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 4. La subvention est augmentée des frais de préparation de repas, à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème d'ouvrier, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 5. La subvention est augmentée des frais de prestations médicales, à condition que la norme du personnel médical prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de médecin généraliste ou spécialiste selon le cas, charges patronales comprises, compte tenu de 1 248 heures de travail par an.

Art. 41. Si en application de l'article 14, alinéa 3, le Collège diminue la capacité agréée d'un centre, les montants maxima des subventions sont adaptés à la date de modification de l'agrément fixée par le Collège.

Section 5. — Subvention en matière de frais de transport

Art. 42. Une subvention annuelle en matière de frais de transport collectif, fixée à maximum € 1,09 (H.T.V.A.) par kilomètre ou à maximum € 3,07 (H.T.V.A.) par kilomètre pour un véhicule adapté est octroyée aux centres.

Les factures sont accompagnées des pièces justificatives qui précisent globalement les dates des transports effectués, le nom des personnes transportées, leur nombre et le nombre de kilomètres parcourus.

Section 6. — Contribution financière

Art. 43. La contribution financière de la personne handicapée représente sa participation à sa prise en charge visée à l'article 3 ainsi qu'au fonctionnement global du centre.

Art. 44. Le centre perçoit auprès de la personne handicapée une contribution financière mensuelle de € 70 pour les mois de septembre à juin.

Pour les mois incomplets, les montants prévus au présent chapitre sont réduits au prorata de la durée de la prise en charge, en tenant compte de trente jours par mois.

Par mois incomplet, il faut entendre :

- le mois au cours duquel le centre est fermé;
- le mois au cours duquel la convention de prestations personnalisée débute ou s'achève.

Art. 45. Pour la période des vacances scolaires des mois de juillet et août, la contribution financière par jour de présence est de € 4, sans dépasser € 70 par mois.

Art. 46. La personne handicapée accueillie à la fois en centre de jour et en centre d'hébergement agréés par la Commission communautaire française contribue uniquement à sa prise en charge en centre d'hébergement.

Art. 47. Les centres adressent mensuellement à la personne handicapée ou à son représentant légal le décompte de sa contribution financière correspondant à la prise en charge au cours du mois précédent.

Art. 48. Si la personne handicapée ne peut verser sa contribution financière, elle peut introduire auprès de l'administration une demande d'obtention d'un taux réduit. Cette demande est accompagnée de toutes les preuves qu'elle ne peut verser l'un des taux prévus.

Sur base de ces éléments, l'équipe pluridisciplinaire fixe la contribution financière de la personne handicapée en tenant compte de ses revenus et de ses charges familiales réelles.

Art. 49. § 1^{er}. Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement ou d'activités des personnes bénéficiaires.

§ 2. Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

- a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse;
- b) les frais spécifiques liés à l'incontinence;
- c) les frais d'aides techniques;
- d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur.

Art. 50. Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière, conformément aux modalités prévues dans la convention de prestations personnalisée, les frais exposés en vue d'assurer à la personne prise en charge, à sa demande, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs qui n'entrent pas dans son projet collectif.

Art. 51. Dans les trois mois qui suivent la date d'envoi du décompte mensuel visé à l'article 47, le centre adresse à la personne handicapée ou à son représentant légal deux rappels écrits dont le dernier par recommandé avec accusé de réception. Si le centre n'a pas perçu ce montant dans les trois mois qui suivent l'envoi du pli recommandé, le montant de la contribution financière n'est pas déduit de la subvention annuelle et, le jour suivant ce délai, la créance est réputée à charge de la Commission communautaire française.

La réception par l'administration d'une demande de réduction de la contribution visée à l'article 48 suspend ces délais jusqu'à la date de décision de l'équipe pluridisciplinaire.

Art. 52. Les pièces justificatives relatives aux contributions financières doivent être introduites auprès de l'administration sur une base annuelle au plus tard le 31 juillet de l'année suivante.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 53. § 1^{er}. Les dispositions des points 8, 9 et 11 de l'article 5 et des points 4 (projet collectif), 5, 15 et 16 de l'article 6 sont rencontrées pour le 1^{er} avril 2003.

§ 2. Les centres sont agréés provisoirement pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2003, sans que les dispositions des articles 7 et 8 n'aient été appliquées en 2002.

A cet effet le Collège tient compte des demandes d'agrément introduites au plus tard le 15 octobre 2002.

Art. 54. § 1. Les dispositions des points 9, 10 et 12 de l'article 5 et des points 4 (projet collectif), 5, 15 et 16 de l'article 6 de l'arrêté 99/262/E1 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées sont rencontrées pour le 1^{er} avril 2003.

§ 2. Par dérogation à l'article 9 de l'arrêté 99/262/E1 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, les centres de jour et les centres d'hébergement sont agréés provisoirement pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2003, sans que les dispositions des articles 7 et 8 n'aient été appliquées en 2002.

A cet effet le Collège tient compte des demandes d'agrément introduites au plus tard le 15 octobre 2002.

Art. 55. Si en exécution de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 décembre 1999 déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personnes handicapées, le barème retenu dans le cadre de la subvention d'un membre du personnel ouvrier est inférieur à celui qui était d'application le 31 décembre 1998, le barème en vigueur à cette date est néanmoins retenu pour la subvention.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 56. Les montants repris aux articles 38, 42, 44 et 45 sont révisables et liés à l'indice-santé de référence de décembre 2001.

A partir du 1^{er} janvier 2003, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice-santé moyen de l'année n-1}}{\text{indice-santé moyen de l'année n-2}}$$

Art. 57. L'article 34, § 2 de l'arrêté 99/262/E1 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées est complété par les mots : « ou parmi le personnel technique ».

A l'article 46, § 7 du même arrêté, les mots « pour les personnes handicapées non scolarisées; - par 186 pour les personnes handicapées scolarisées » sont supprimés.

Art. 58. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 à l'exception de l'article 42 qui produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2002 et de l'article 55 qui produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1999.

Il arrête ses effets au plus tard le 31 décembre 2004.

Art. 59. Le membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

W. DRAPS,

Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 1^{re} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés agréés par la Commission communautaire française

ELEMENTS DU PROJET COLLECTIF DES CENTRES DE JOUR POUR ENFANTS SCOLARISES

1. Objectifs généraux du centre
2. Caractéristiques du projet
 - 2.1. Présentation générale du centre
 - Type d'agrément du centre
 - Entités connexes au centre (*présence d'une école, d'une crèche, etc.*)
 - Finalités du projet collectif
 - Options philosophiques du centre
 - Cadre éthique de l'action (*charte*)
 - *Références théoriques*
 - 2.2. Populations accueillies
 - Caractéristiques (*relatives au handicap, médicales, sociale, géographiques, nombre, sexe, âge, niveau d'autonomie*)
3. Moyens mis en oeuvre
 - 3.1. Organisation générale
 - 3.1.1. Admission
 - Critères et procédure d'admission
 - Critères et mesures de réorientation ou d'exclusion

3.1.2. Prise en charge

- Coordination interdisciplinaire de la prise en charge (*existence d'un référent assurant le suivi du projet, etc.*)
- Collaboration, concertation, coordination et évaluation au sein du centre et avec le réseau ou les partenaires extérieurs
 - entre et avec les personnes handicapées : *mode de concertation prévu, rythme, gestion des réunions;*
 - avec la famille : *mode de collaboration, objectifs, rythme, intervenants assurant les contacts, partenariat avec les familles (soutien, guidance ou médiation familiale);*
 - entre travailleurs : *différents types de réunions, rythme, objet, intervenant;*
 - avec l'(es) école(s);
 - avec les autres partenaires extérieurs : *partenaires, intervenants assurant les contacts.*
- Détermination et organisation des prises en charge individuelles ou collectives : *critères, logique, procédure, évaluation*
 - Détermination et organisation des prises en charges à l'extérieur du centre (milieu de vie, milieu scolaire, famille, crèche,...)
 - Spécificités pendant les périodes de vacances scolaires.

3.2. Elaboration du projet individuel et évaluation

- Modalités d'évaluation des compétences et des besoins de chaque personne handicapée compte tenu de son projet de vie
 - Définition des objectifs, élaboration et adaptation d'une convention personnalisée
 - Modalités d'évaluation des stratégies choisies et des outils utilisés
 - Modalités d'élaboration du projet individuel (*suivi des actions, partenaires, responsabilités, délais, place réservée concrètement à la personne et à sa famille, intervenants impliqués prioritairement*)

3.3. Facteurs de confort

- Période de fermeture éventuelle (date(s), permanence, solution de prise en charge alternative)
- Organisation de la prise en charge de la personne handicapée et de sa famille (*Accueil téléphonique, premiers contacts sur place, temps de midi, services annexes, mode de transport, etc.*)
- Disponibilité sur les différents lieux de vie

3.4. Réseau relationnel

- Partenaires concernés par l'action du centre
 - *Commanditaires, prescripteurs, organisations similaires*
 - *Attentes, modes de communications réciproques, etc.*
- Mode d'organisation des relations personnelles des personnes handicapées avec leur entourage
- Lieux où les personnes prises en charge exercent leur autonomie (*divers commerces, services spécialisés travaillant dans la ligne du projet, activités sportives, culturelles, loisirs et vacances*)

3.5. Personnel

- Organigramme fonctionnel et hiérarchique
- Définition des rôles des différentes catégories d'intervenants
- Répartition des fonctions entre les membres de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale
- Formations : objectifs

3.6. Implantation

3.6.1. Situation du centre

- *Présence d'un parc, de jardins, d'infrastructures annexes (piscine, gymnase, salles diverses d'activités, etc.)*
- *Accès aux transports en commun*
- *Accès à un réseau extérieur d'infrastructures (gymnase, piscine, etc.); à l'inverse, accueil de personnes venues de l'extérieur*

3.6.2. Infrastructure du centre

- *Cohérence par rapport à la population ciblée et son évolution (locaux pour activités particulières)*

3.6.3. Autres lieux de prise en charge

3.7. Utilisation d'un matériel spécialisé

- *Utilisation de l'outil informatique et objectifs poursuivis*
- *Utilisation d'un matériel adapté, collectif ou individuel*
- *Utilisation de véhicules (bus avec ou sans adaptation, etc.)*

Note

Les dispositions en italique sont indicatives.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 18 juillet 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :
 E. TOMAS,
 Président du Collège de la Commission communautaire française
 W. DRAPS,
 Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées
 A. HUTCHINSON,
 Membre du Collège chargé du Budget

**Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif à l'agrément et aux subventions des Centres de jour pour enfants scolarisés**

**DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
DES CENTRES DE JOUR POUR ENFANTS SCOLARISES**

- 1. Soins**
 - Achats de biens pharmaceutiques – produits courants
 - Achats de petit matériel de soin
- 2. Education, rééducation et autres activités spécifiques**
 - Achats de biens et de services pour l'éducation, la rééducation et d'autres activités spécifiques
 - Achats de matériel didactique (remboursable)
 - Achats de matériel didactique (non remboursable)
 - Achats de matières premières pour activités artisanales
- 3. Transport et déplacements**
 - Accompagnement des personnes handicapées
 - Personnes handicapées non accompagnées
 - Carburant pour véhicules de service
 - Locations véhicules de service
 - Missions
- 4. Alimentation**
 - Frais de restauration de la personne handicapée (indemnités ou frais réels)
 - Achats de biens alimentaires
 - Achats de services alimentaires
 - Achats de petit matériel de cuisine
- 5. Habillement**
 - Achats de petit matériel et petites fournitures pour vêtements
 - Achats de petit matériel et petites fournitures pour chaussures
- 6. Vacances (c'est-à-dire séjours résidentiels hors centre)**
 - Locations (y compris charges locatives)
 - Transports
 - Loisirs
 - Vacances achetées
- 7. Lingerie**
 - Achats de petit matériel et fournitures de literie (draps et housses)
 - Achats de linge de maison
 - Services extérieurs de réparation de literie
- 8. Buanderie**
 - Achats de produits pour buanderie
 - Services extérieurs de buanderie
- 9. Entretien et réparation voiturettes pour personnes handicapées**
- 10. Autres frais**
 - Fournitures de bureau
 - Fournitures informatiques
 - Téléphone, fax
 - Frais postaux
 - Internet
 - Frais de réunion des conseils et assemblées
 - Frais de représentation
 - Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)
 - Entretien et réparations matériel informatique
 - Honoraires comptables externes
 - Honoraires réviseur
 - Honoraires avocats et notaires
 - Honoraires Conseiller en prévention
 - Autres honoraires
 - Publicité, annonces et insertions
 - Frais d'affiliation à divers organismes (plafonnés à € 2.000)
- 11. Frais de gestion du personnel**
 - Abonnements aux revues professionnelles et documentation
 - Frais de recrutement
 - Secrétariat social
- 12. Loyers et charges locatives**
 - Loyers immeubles
 - Redevances emphytéotiques
 - Charges locatives immeubles
 - Location matériel et équipement

13. Energie

Mazout de chauffage
Electricité
Gaz
Eau

14. Entretien et réparations**14.1. Terrains et constructions**

Nettoyage
Entretien et réparations extérieurs des bâtiments
Entretien et réparations intérieurs des bâtiments
Entretiens jardins

14.2. Installations

Entretien et réparations installations techniques
Entretien et réparations installations et équipement de cuisine
Entretien et réparations installations et équipement de buanderie
Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical
Entretien et réparations équipement médical et paramédical
Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien
Contrôles obligatoires opérés par des tiers

14.3. Mobilier et matériel roulant

Entretien et réparations mobilier
Entretien et réparations matériel de bureau
Entretien et réparations matériel informatique
Entretien et réparations matériel roulant

15. Assurances

Assurances et responsabilité civile personnes handicapées et personnel
Assurances vol, incendie et dégâts
Assurances voitures et véhicules de l'institution
Assurances omnium missions
Autres assurances

16. Amortissements

Amortissements sur frais de premier établissement
Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles
Dotation aux amortissements sur constructions
Dotation aux amortissements sur installations
Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant
Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires
Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles

17. Autres charges d'exploitation

Précompte immobilier
Taxe sur le patrimoine des A.S.B.L.
Taxe de circulation
Taxes régionales et communales (immondices, égouts, etc.)

18. Charges financières

Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés
Charges financières sur dettes à long terme
Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement
Charges financières sur dettes à court terme
Frais bancaires

19. Charges sur exercices antérieurs

Rattrapage sur exercices antérieurs
Services et biens divers
Rémunérations charges sociales et pensions
Amortissements
Autres charges d'exploitation
Charges financières

Vu pour être annexé à l'arrêté du 18 juillet 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège

W. DRAPS,
Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées
HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2002 — 3644

[C — 2002/31474]

18 JULI 2002. — Besluit 99/262/E2 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 3, gewijzigd bij de speciale wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitvoering van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitvoering van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 36, 37 en 38;

Gelet op de adviezen van de afdeling « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Volksgezondheid, gegeven op 5 maart 1999 en op 5 juli 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 2002;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met het Budget, gegeven op 18 juli 2002;

Gelet op de beraadslaging van het College van 27 mei 1999 over de aanvraag om advies die de Raad van State moet geven binnen een termijn die een maand niet overschrijdt;

Gelet op het advies van de Raad van State, bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Afdeling 1. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« centrum » : dagcentrum voor schoolgaande kinderen;

« administratie » : de Franstalige Brusselse dienst voor gehandicapten, opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998;

« pluridisciplinaire equipe » : orgaan ingesteld krachtens artikel 10 van het decreet;

« lid van het College » : het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het gehandicaptenbeleid;

« besluit van het College van 18 oktober 2001 » : besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetgevingen betreffende de toelagen toegekend in de sector van het beleid inzake en volksgezondheid en bijstand aan personen en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten aangaande de sectoren van de bijstand aan personen, de volksgezondheid, de gehandicapten en de socio-professionele inschakeling;

« afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad » : afdeling « gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Volksgezondheid.

Art. 3. § 1. Een verblijfscentrum wordt opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 60 van het decreet om de onder het artikel 61 van het decreet omschreven opdrachten te vervullen. Het is bestemd voor schoolgaande kinderen.

Het verzekert het ganse jaar de verzorging van de schoolgaande gehandicapten. Het is minstens tien uur per dag open en staat in voor educatieve en reëducatieve activiteiten waarbij het middageten met de educatieve activiteiten wordt gelijkgesteld. Het centrum is gesloten tijdens de weekends en op feestdagen, behoudens de door het collectief project onder artikel 5, 10, bedoelde uitzondering. Daarenboven kan het collectief project sluitingsperiodes bepalen, voorzover er door het dagcentrum een andere oplossing wordt geboden voor de opvang van de opgevangen personen die hierom vragen.

In samenwerking met de gehandicapte en zijn familie streeft het centrum een optimale sociale en schoolmaatschappelijke integratie na in het gewone en in het buitengewone onderwijs en in de leefomgeving, door het valoriseren van zijn kundigheden en het versterken van zijn mogelijkheden. Het centrum biedt een ondersteuning op maat aan evenals een ondersteuning via collectieve activiteiten en dit, zowel tijdens als buiten de schoolperiode en zowel binnen als buiten de bezochte school.

§ 2. Het College bepaalt, voor elk centrum, een erkende capaciteit die overeenstemt met het aantal gehandicapten dat het ten laste moet nemen, evenals met het aantal gehandicapten dat het ten laste mag nemen.

§ 3. Onder een door het centrum ten laste genomen gehandicapte dient te worden verstaan de persoon waarvoor een op maat gemaakte prestatieovereenkomst, waarin een gecoördineerde pluridisciplinaire taak staat opgenomen, ondertekend werd.

Deze pluridisciplinaire taak is bedoeld voor gehandicapten die :

- school lopen in de instelling waarmee het centrum bevoorrechte banden onderhoudt;
- in andere scholen zijn ingeschreven;
- de school verzuimen.

De pluridisciplinaire taak vult de educatieve, psychosociale en reëducatieve functie van de scholen aan.

De al dan niet naar een kinderdagverblijf gaande voorschoolse kleuters worden hiermee gelijkgeschakeld.

Art. 4. § 1. De som van de erkende capaciteiten van de dagcentra, vastgesteld per 1 januari 2003, vertegenwoordigt de maximum erkende capaciteit voor het Brussels Hoofdstedelijk Grondgebied. Zij omvat de capaciteiten die toegekend werden door principebeslissingen die betrekking hebben op de aankoop, de constructie of de inrichting van gebouwen.

§ 2. Elke wijziging van de maximum erkende capaciteiten moet het voorwerp zijn van een beslissing van het College op advies van de afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Deel 1. — De voorwaarden en de procedure

Art. 5. Om te worden erkend, moet een centrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. de zetel van zijn activiteiten op het Brussels Hoofdstedelijk Grondgebied vestigen;
2. zich richten naar de verplichtingen die inherent zijn aan de wettelijke en verordenende bepalingen die erop rusten;
3. er zich toe verbinden de opname in het centrum niet afhankelijk te maken van een tegenprestatie in speciën of in natura vanwege de gehandicapte, zijn wettelijke vertegenwoordiger of zijn familie;
4. beschikken over lokalen die beantwoorden aan de onder de artikelen 20 tot 27 voorziene normen en instaan voor de aanpassingswerken aan de gebouwen rekening houdend met de verzorgde personen;
5. de onder deel drie van dit artikel voorziene omkaderingsnormen naleven;
6. instaan voor de opvang van minstens 20 gehandicapten per erkend centrum;
7. een individueel dossier samenstellen voor elke opgevangen gehandicapte, zoals voorzien onder artikel 19;
8. met elke opgevangen gehandicapte, of met zijn wettelijke vertegenwoordiger, een op maat gemaakte prestatieovereenkomst afsluiten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 18;
9. in overleg met het personeel ter plekke, een collectief project opmaken opgevat op basis van bijlage 1 en waarin het model is opgenomen van de op maat gemaakte prestatieovereenkomst die met elke opgevangen gehandicapte of met zijn wettelijke vertegenwoordiger moet worden afgesloten;
10. in een pluridisciplinaire geest, de psychologische, educatieve, reëducatieve en sociale omkadering verzekeren die rekening houdt met elk individueel project in het kader van het collectief project;
11. een huishoudelijk reglement opmaken overeenkomstig de bepalingen van artikel 18;
12. een register met de aanwezigheid van de opgevangen gehandicapten, conform het door het bestuur bepaald model, ter beschikking houden van dit laatste;
13. de voortgezette opleiding van het personeel verzekeren in functie van zijn activiteiten;
14. jaarlijks een activiteitenverslag aan het bestuur overmaken met betrekking tot :
 - de statistische gegevens over de opgevangen gehandicapten, op basis van door het bestuur bepaalde parameters;
 - de tenuitvoerlegging van het collectief project en van de activiteiten;
 - de verwezenlijkingen in termen van integratie van de opgevangen gehandicapten;
 - de evaluatie van de onder artikel 6, punt 16, voorziene samenwerkingsovereenkomsten;
 - de voortgezette opleiding van het personeel;
15. zich onderwerpen aan de door het bestuur uitgevoerde evaluaties, bezoeken en gecoördineerde controles en het bestuur elk justificatoir bescheid bezorgen dat het nodig heeft voor de uitoefening van zijn controle;
16. een boekhouding per kalenderjaar voeren volgens het door het bestuur bepaalde model, zoals voorzien onder artikel 16;
17. binnen de vijftien dagen het bestuur op de hoogte brengen van elke wijziging aangaande de erkenningsvoorwaarden en de betoelaging van het centrum en, in het bijzonder, van elke wijziging aangaande het personeel.
18. Voor elk personeelslid dat tijdens de erkenningsperiode in dienst is genomen, maakt het centrum een kopie van zijn arbeidscontract over aan het bestuur, evenals elk bewijs dat hij voldoet aan de reglementaire voorwaarden aangaande zijn beroep en zijn anciënniteit. Vóór de indienstneming eist het centrum een bewijs van goed zedelijk gedrag, waarvan de datum van afgifte die van het opnemen van de functie met niet meer dan drie maanden mag voorafgaan. Dit document maakt deel uit van het persoonlijk dossier van elk personeelslid.

Art. 6. De aanvraag om erkenning van een centrum moet per aangetekend schrijven bij het bestuur worden ingediend, volgens het model dat dit laatste in dat opzicht heeft opgemaakt.

Het bestuur bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen de tien dagen.

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten en inlichtingen worden bijgevoegd :

1. een kopie van de statuten van de v.z.w. zoals ze werden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen, evenals de lijst van de leden van de Raad van Bestuur;
2. de naam van het centrum, het adres van zijn maatschappelijke zetel en van zijn activiteitenzetels;
3. de specificiteiten, de aantallen en de leeftijdscategorie van de personen waarvoor het centrum een erkenning vragen;
4. de beschrijving van de huidige of de geplande activiteiten, het collectief project en de datum van aanvang van de gevraagde erkenning;
5. het model van op maat gemaakte prestatieovereenkomst;
6. de naam van de verantwoordelijke belast met het dagelijks beheer en door de inrichtende macht gemachtigd om het centrum te vertegenwoordigen;

7. een kopie van de plannen van de verschillende niveaus van de ingenomen verdiepingen met vermelding van de bestemming en de netto-oppervlakte van de lokalen; deze plannen worden opgemaakt door een architect of een meetkundig schatter;

8. het verslag van de gewestelijke brandweerdienst dat minder dan drie maanden oud is;

9. de lijst van het personeel van het centrum met, voor elk personeelslid, de kwalificaties, de functie, het dagelijks prestatievolume of, bij ontstentenis, het personeelsaanwervingsplan;

10. voor elk personeelslid, de kopie van van arbeidscontract evenals elk bewijs dat hij voldoet aan de reglementaire voorwaarden aangaande zijn beroep en zijn anciënniteit;

11. een kopie van het contract inzake verzekering en burgerlijke aansprakelijkheid voor deze personeelsleden en voor de opgevangen gehandicapten;

12. de lijst van de opgevangen en gehuisveste gehandicapten en van de kandidaturen, met vermelding van hun aantal en leeftijd;

13. de lijst van de specifieke voorzieningen;

14. het arbeidsreglement;

15. het huishoudelijk reglement;

16. de met derden afgesloten overeenkomsten voor de realisatie van het collectief project.

Art. 7. Als de aanvraag van het centrum niet volledig is, brengt het bestuur de aanvrager hiervan op de hoogte en deze laatste beschikt dan over een termijn van drie maand om zijn aanvraag te vervolledigen. Bij ontstentenis wordt de aanvraag als zijnde van nul en gener waarde.

Art. 8. Wanneer de aanvraag volledig is, onderzoekt het bestuur de aanvraag om erkenning en organiseert het een bezoek om na te gaan of het centrum aan de erkenningsvoorwaarden beantwoordt.

Het bestuur maakt de aanvraag over aan het College. Het voegt er een voorstel tot erkenning bij. Het lid van het College legt het voorstel voor aan de afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad. Het preciseert de termijn die voor het advies is voorzien.

Binnen de dertig dagen volgend op het uitbrengen van dit advies, maakt het bestuur het over aan het lid van het College, samen met een voorstel van beslissing.

De beslissing wordt genomen door het College en door het bestuur aan de aanvrager betekend.

Art. 9. Het College verleent de erkenning voor een duur van vijf jaar, erkenning die niet van kracht mag worden op een vroegere datum dan deze van de ontvangst van de aanvraag.

Deze duur is hernieuwbaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 11.

Art. 10. De erkenningsbeslissing preciseert de specificiteiten van de opgevangen personen, de erkende capaciteit met verwijzing naar het collectief project, evenals het maximumaantal gehandicapten dat mag worden opgevangen.

Het College kan, op voorstel van het bestuur en volgens de modaliteiten die het vastlegt, de erkende capaciteit verminderen als het aantal opgevangen gehandicapten lager ligt tijdens een schooljaar.

Art. 11. De aanvraag om hernieuwing van de erkenning van een centrum wordt ten laatste zes maanden na het verstrijken van de periode die door de voorgaande erkenningsbeslissing gedekt wordt, bij het bestuur ingediend.

Het centrum blijft erkend tot wanneer het College over de aanvraag om hernieuwing heeft beslist.

De documenten die in het oorspronkelijk dossier voorkomen moeten niet bij de aanvraag om hernieuwing worden bijgevoegd, voorzover ze nog steeds conform de oorspronkelijke situatie zijn.

Het bestuur onderzoekt de aanvraag om hernieuwing van de erkenning en organiseert een bezoek om na te gaan of het centrum nog steeds beantwoordt aan de voorwaarden voor erkenning.

Art. 12. De aanvraag om wijziging van de erkenning wordt door een centrum bij het bestuur ingediend. Deze aanvraag preciseert en motiveert het voorwerp van de wijziging.

Het bestuur informeert het centrum over de elementen die nodig zijn voor het onderzoek van de aanvraag. Deze aanvraag wordt onderzocht volgens de regels die van toepassing zijn op de aanvraag om erkenning.

Art. 13. Het centrum dat niet meer voldoet aan één van de voorwaarden voor erkenning wordt hiervan op de hoogte gebracht door het bestuur dat het centrum verzoekt om zich in orde te stellen.

Art. 14. Wanneer aan deze voorwaarde nog steeds niet is voldaan binnen een termijn van twee maand te rekenen vanaf de onder artikel 13 bedoelde verwittiging, richt het bestuur, per aangetekend schrijven, een met redenen omklede ingebrekestelling aan het centrum.

Wanneer het bestuur, na een nieuwe termijn van een maand, vaststelt dat nog steeds niet is voldaan aan de voorwaarden tot erkenning, maakt het een voorstel tot opening van de procedure tot opschorting of tot intrekking van de erkenning over aan het lid van het College. Dit voorstel houdt rekening met de situatie van het personeel en van de gehandicapten.

Wanneer het lid van het College dit voorstel goedkeurt geeft het bestuur hiervan per aangetekend schrijven kennis aan het centrum. Het centrum beschikt over dertig dagen om een memorie in te dienen en om zich, op zijn verzoek, te laten horen bij het bestuur dat de dag en het uur van de hoorzitting bepaalt.

Binnen de dertig dagen volgend op de hoorzitting, maakt het bestuur een voorstel van behoud, van opschorting of van intrekking van de erkenning over aan de afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad die zijn advies geeft binnen de dertig dagen na de aanhangigmaking.

Het bestuur legt, binnen de dertig dagen die volgen op het advies van de afdeling « gehandicapten » van de Adviesraad, dit voorstel, samen met dit advies, voor aan het lid van het College. Het College doet een uitspraak binnen de twee maand na de ontvangst van dit advies.

De beslissing van het College wordt door het bestuur per aangetekend schrijven betekend.

Art. 15. De beslissing tot opschorting of tot intrekking van de erkenning houdt de stopzetting van de toelagen aan het centrum in op het door het College bepaalde datum. Daarenboven, in geval van intrekking, wordt overgegaan tot de terugvordering van het niet-afgeschreven deel van de eventueel inzake infrastructuur toegekende toelagen.

Het bestuur deelt de beslissing tot opschorting of tot intrekking van de erkenning onverwijld mede aan het personeel van het centrum en aan hun syndicale vertegenwoordigers.

Het centrum deelt de beslissing tot opschorting of tot intrekking van de erkenning onverwijld mede aan de opgevangen of gehuisveste gehandicapten of aan hun wettelijke vertegenwoordigers. Ingeval het centrum hierin tekort schiet, vervult het bestuur deze verplichting.

Art. 16. Elk erkend centrum moet zijn boekhouding voeren overeenkomstig de door het College goedgekeurde plannen, rekeningen en balansen.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar. Een analytische boekhouding per erkenning en de balans van de v.z.w. worden, samen met de verslagen, hetzij van de bedrijfsrevisoren, hetzij van de commissarissen-revisoren, uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het boekjaar, aan het bestuur overgemaakt.

Art. 17. Het huishoudelijk reglement bepaalt de respectieve rechten en plichten van de gehandicapte en van het centrum.

Het vermeldt :

1. de rechten en plichten van de gehandicapte;
2. de rechten en plichten van het centrum;
3. de beschrijving van het centrum en van zijn werking;
4. de maatregelen die in werking treden wanneer een gehandicapte de leef- en werkingsregels overtreedt;
5. de modaliteiten voor het indienen van bezwaren en de wijze waarop deze worden behandeld;
6. de naam van de directeur en van de voorzitter van de Raad van Bestuur, evenals van de maatschappelijke zetel van de v.z.w.;
7. de gegevens van het bestuur.

Art. 18. De door het centrum en de gehandicapte ondertekende op maat gemaakte overeenkomst bevat minstens de volgende bepalingen :

1. de identiteit van de partijen; in voorkomend geval wordt de identiteit van de wettelijke vertegenwoordiger aan die van de gehandicapte toegevoegd;
2. de datum van het begin van de opvang en de duur van de overeenkomst;
3. het zorgplan dat meer bepaald de modaliteiten voor de jaarlijkse evaluatie omvat, evenals de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken;
4. het onder afdeling 5 van hoofdstuk 3 bedoelde bedrag van de financiële bijdrage evenals;
5. de natuurlijke persoon of rechtspersoon die voor de betaling instaat;
6. de krachtens de artikelen 49 en 50 gevraagde supplementen en de modaliteiten voor de bepaling van deze supplementen;
7. de mogelijkheid van een oplossing voor de opvang tijdens de sluitingsperioden van het centrum zoals voorzien in het collectief project;
8. de modaliteiten voor de ontbinding van de overeenkomst voor elk der partijen en voor de reoriëntatie van de gehandicapte;
9. de verbintenis van het centrum om te antwoorden op de individuele aanvragen om informatie uitgaande van de gehandicapten of van hun wettelijke vertegenwoordigers;
10. de wijze en de periodiciteit waarmee deze overeenkomst geëvalueerd wordt en waarmee ze gewijzigd of aangevuld kan worden.

Een exemplaar van het collectief project en van het huishoudelijk reglement worden bij de overeenkomst bijgevoegd. Deze wordt aan elk der partijen overhandigd.

Art. 19. Binnenin het centrum omvat het individueel dossier van de gehandicapte :

1. een medisch luik;
2. een psychologisch luik;
3. een pedagogisch luik, met :
 - a. de anamnese;
 - b. de analyse van de behoeften;
 - c. het zorgplan dat meer bepaald de modaliteiten voor de jaarlijkse evaluatie omvat, evenals de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken;
4. de op maat gemaakte overeenkomst en haar wijzigingen.

Het centrum waakt over de regelmatige updating van deze gegevens.

Wanneer de gehandicapte wordt opgevangen in een dagcentrum en een verblijfscentrum die onder dezelfde v.z.w. ressorteren en dezelfde lokalisatie hebben, mag een individueel dossier worden bijgehouden waarin het onderscheid gemaakt wordt tussen de specifieke behoeften van elk centrum.

Deel 2. — De architecturale normen

Art. 20. De vestiging van het centrum houdt rekening met de specifieke behoeften van de opgevangen handicaptten evenals met de lokalen van de schoolinrichting waarin de gehandicapten zijn ingeschreven.

Art. 21. Het centrum neemt de nodige maatregelen ter voorkoming en bestrijding van brand en voor de evacuatie van de aanwezigen in geval van onheil.

De bouwprojecten en de beschrijving van de aangewende materialen worden aan het advies van de gewestelijke brandweerdienst voorgelegd.

Art. 22. De gebouwen van het centrum worden goed onderhouden en alle vochtigheid of waterinsijpeling wordt bestreden.

De verwarming moet in staat zijn te allen tijde een temperatuur van minstens 20 °C te bereiken in de activiteitenlokalen.

Er wordt gezorgd voor voldoende verluchting van en verlichting in de verblijfs- en activiteitenlokalen.

Het leidingwater is overal gemakkelijk toegankelijk in het centrum.

Art. 23. De voorzieningen van het centrum zijn aangepast aan de behoeften van de gehandicapten en de leefruimte aan de specifieke eisen die door de handicap worden opgelegd.

Art. 24. § 1. Het sanitair is gemakkelijk toegankelijk. Er is gezorgd voor een doeltreffende ventilering in de lokalen.

§ 2. Elk centrum beschikt over minstens één wc voor het personeel en voor de bezoekers.

§ 3. Indien het dagverblijf op organisatorisch vlak samenloopt met een verblijfscentrum in dezelfde infrastructuur, wordt het sanitair van het verblijfscentrum in overweging genomen voor de naleving van de normen van het dagverblijf.

Art. 25. Het centrum beschikt over een voldoende aantal lokalen voor :

- het beheer van het centrum;
- de sociale dienst;
- de educatieve en reeducatieve activiteiten;
- de psychologische raadpleging;
- de infirmerie en het medisch onderzoek;
- bezoek.

Art. 26. De centra letten erop maatregelen te nemen om de gezondheid van de gehandicapten en van het personeel te beschermen tegen passief roken.

Art. 27. Wanneer opvang wordt georganiseerd buiten de infrastructuur van het centrum, moet dit laatste erop letten dat de plaats van de activiteit aangepast is aan de handicap van de personen waarvoor de activiteit wordt ingericht.

Deel 3. – De omkaderingsnormen

Art. 28. § 1^{er}. De omkaderingsnormen van de centra worden berekend op basis van een voltijds equivalent waarvan de wekelijkse werktijd op 37 uur is vastgesteld, behalve voor het medisch personeel waarvan de wekelijkse werktijd op 24 uur is vastgelegd.

§ 2. De controle van de naleving van de omkaderingsnormen gebeurt op maandelijks basis.

Om deze controle uit te voeren wordt geen rekening gehouden met de individueel aan het personeel van de centra krachtens de bepalingen van titel IV van het besluit van het College van 18 oktober 2001 toegestane werktijdverkorting.

Art. 29. § 1^{er}. De algemene normen betreffende de directie, het boekhoudkundig personeel en de administratieve ploeg worden door het College vastgelegd.

§ 2. De omkaderingsnormen voor het medisch personeel, de psychologische, educatieve, reeducatieve en sociale ploeg alsook voor het technisch personeel worden door het College vastgelegd.

Zij houden rekening :

- 1) met de erkende capaciteit,
- 2) met de specifieke omkaderingsnormen van elke gehandicapte die in de erkende capaciteit is inbegrepen.

§ 3. Wanneer, bij toepassing van artikel 10, derde lid, het College de erkende capaciteit van een centrum vermindert, zal de gewijzigde omkaderingsnorm in werking treden :

— hetzij de eerste dag die volgt op het einde van de vooropzeg van de betrokken werknemer(s), vooropzeg die gegeven wordt in de loop van de maand die volgt op de datum van de inwerkingtreding van de specifiek door het College vastgelegde wijziging van de erkenning;

— hetzij de dag dat het aanhangsel van het arbeidscontract van de betrokken werknemer(s) in werking treedt, deze wordt medegedeeld in de loop van de maand die volgt op de datum van de inwerkingtreding van de specifiek door het College vastgelegde wijziging van de erkenning.

Art. 30. § 1. De personeelsleden worden in vier onderscheiden categorieën ingedeeld :

- het medisch personeel;
- het psychologisch, educatief, reeducatief en sociaal personeel;
- de administratieve ploeg;
- het technisch personeel.

De verdeling van de functies, binnenin elke van deze categorieën, wordt door het centrum vastgelegd, rekening houdend met de specifieke behoeften van de opgevangen gehandicapten.

§ 2. Nochtans mag de verhouding van het aantal voltijds equivalente betrekkingen dat wordt ingenomen door leden van de psychologische, educatieve, reeducatieve en sociale ploeg die houder zijn van een licentiaatsdiploma dat beantwoordt aan functies waarvoor dit diploma vereist kan zijn, niet hoger liggen dan 8 %.

Op voorstel van het bestuur kan het lid van het College, rekening houdend met het collectief project van het centrum en met de specificiteit van de opgevangen of gehuisveste gehandicapten, een uitzonderlijke afwijking van dit percentage toestaan.

Art. 31. Wanneer de directie een personeelslid afvaardigt om haar te vertegenwoordigen, dan moet dit personeelslid houder zijn van een diploma hoger onderwijs.

Elke bezoldigde functie in het centrum is niet verenigbaar met een mandaat van beheerder binnen de v.z.w.

HOOFDSTUK III. — *Betoelaging*

Deel 1. — Algemene bepalingen

Art. 32. Een jaarlijkse toelage wordt aan de centra toegekend. Deze omvat :

- 1) een werkingstoelage;
- 2) een toelage voor het collectief vervoer van de gehandicapten :
 - die uitsluitend tijdens de schoolvakantieperiodes schoolgaand zijn;
 - die tijdens gans het jaar een aan de leerplicht voorafgaande leeftijd hebben;
- 3) een toelage voor de opvang van het personeel bedoeld onder deel 3 van hoofdstuk 2.

Deze toelagen mogen niet worden gebruikt voor het dekken van andere kosten dan deze waarvoor ze zijn bestemd.

Art. 33. De toelagen die door de overheid worden toegekend, of door organisaties die de overheid betoelaagt, worden afgetrokken van de jaarlijkse toelage in de mate dat deze toelagen toegekend zijn voor uitgaven die gedekt worden door de bij toepassing van dit hoofdstuk toegekende subsidie, met uitzondering van de in het kader van het vormingsverlof toegekende bedragen en van de tussenkomsten ter compensatie van het rendementsverlies van de werknemer.

Art. 34. De jaarlijkse toelage wordt gestort in de vorm van maandelijke voorschotten, uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor het gevraagd wordt en de afsluiting gebeurt op basis van de in dit hoofdstuk voorziene bepalingen.

Het maandelijks voorschot houdt rekening met de toegekende erkenning, met de omkaderingsnormen waarop het centrum aanspraak kan maken, en met de evolutie van het personeel in termen van aantal, kwalificatie, barema en anciënniteit.

Uiterlijk drie weken vóór de verzending naar de bankinstelling voor betaling, maakt het bestuur de voorstellen betreffende de voorschotten aan elk centrum voor akkoord over aan het lid van het College.

Art. 35. § 1. Vóór 30 juni volgend op het kalenderjaar waarvoor de toelage wordt aangevraagd, dient het centrum een justificatoir bescheid voor de berekening van de jaarlijkse toelage bij het bestuur in.

Behoudens behoorlijk door het centrum gemotiveerde overmacht, geeft de overschrijding van deze datum het bestuur de mogelijkheid om de voor de goedkeuring van de beslissing waarvan melding in paragraaf 3, vastgelegde termijn niet na te leven.

§ 2. Het dossier wordt opgemaakt overeenkomstig het door het bestuur vastgestelde model en bevat minstens de volgende bewijsstukken :

wat betreft de werkingstoelage en de toelage voor persoonlijke kosten :

- het grootboek der lasten;
- de algemene balans;
- de afschrijvingstabellen.

wat betreft het collectief vervoer :

de facturen samen met de bewijsstukken waarin op globale wijze de data van de gedane ritten, de namen en aantallen van de vervoerde personen, en het aantal afgelegde kilometers gepreciseerd staan;

wat betreft de toelage voor de personeelskosten :

- de individuele rekening van alle werknemers;
- de driemaandelijke RSZ-aangiften;
- de samenvattende tabel van de lonen waarin alle werknemers opgenomen staan;
- het C 450bis attest van de RSZ;
- het overzicht 325 van het Ministerie van Financiën;
- het document betreffende de vakantie van de handenarbeiders;
- het samenvattend formulier van de vervoerskosten (woon-werk) van het personeel;
- de eindafrekening van de wetsverzekering;
- het attest van de verzekeringsmaatschappij met vermelding van :
 - a. het bedrag en de aard van de aangegeven lonen,
 - b. de lonen en vaste en variabele supplementen die in overweging genomen worden voor de berekening van de premie,
 - c. de toegepaste percentages : beroepsgevaar, de weg naar en van het werk,
 - d. de op de premie betaalde taksen,
 - e. voor elk arbeidsongeval, een fotokopie van de door het centrum gedane aangifte,
 - f. de afrekening van de gestorte vergoedingen bij schadeloosstelling naar aanleiding van een arbeidsongeval;

- de eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde evenals alle betalingsbewijzen;
- de eindafrekening van de kosten voor de opdracht van preventieadvies evenals de betalingsbewijzen;
- de lijst van zij die arbeidskledij krijgen, de functie die ze bekleden, een document waarop de aard en het aantal kledingstukken dat per personeelslid wordt uitgedeeld, vermeld staan evenals de betaalde facturen voor de aankoop en het onderhoud of voor het huren van arbeidskledij;
- de lijst van de personen die vormingsverlof genieten met vermelding van het aantal uren;
- de lijst van de personen die tussenkomsten genieten ter compensatie van hun rendementsverlies;
- de lijst van de personen die de aanvullende prepensioensvergoeding genieten samen met de individuele rekening van elke geïnteresseerde;

§ 3. Na controle van het justificatoir bescheid, bepaalt het bestuur het verschil tussen de som van de onder artikel 34 bedoelde voorschotten en het bedrag van de jaarlijkse toelage. Het legt een voorstel van beslissing voor aan het centrum dat over een termijn van één maand beschikt om zijn bemerkingsen over te maken. Eén enkele beslissing, voor het geheel van de dagcentra, en een andere voor het geheel van de verblijfscentra worden goedgekeurd uiterlijk op 30 september van het jaar dat volgt op het dienstjaar waarin de justificatoire bescheiden werden ingediend.

Art. 36. Wanneer het bestuur vaststelt dat, voor een welbepaald jaar, de aan een centrum gestorte voorschotten hoger zijn dan de verschuldigde jaarlijkse toelage, recupeert het het teveel geïnde bedrag via compensatie met de voor het lopend jaar te storten voorschotten.

Wanneer deze situatie veroorzaakt is door het niet naleven van punt 17 van artikel 5, wordt het teveel geïnde bedrag vermeerderd met interesten aan de bovenste interventievoet van de Nationale Bank die dat jaar van toepassing is.

Deze terugvordering kan uitzonderlijk, op aanvraag van het centrum, het voorwerp zijn van termen en termijnen. Het bestuur maakt dan een aanzuiveringsplan op van het teveel geïnde bedrag, en legt dit voor, ter goedkeuring, aan het lid van het College.

Art. 37. Wanneer het bestuur vaststelt dat het teveel door het centrum geïnde bedrag voortvloeit uit bewust verkeerde informatie of uit zware beheersfouten, maakt het een voorstel tot opening van de procedure tot intrekking van de erkenning over aan het lid van het College. Overeenkomstig artikel 14 wordt over dit voorstel uitspraak gedaan.

Deel 2. — Werkingstoelage

Art. 38. § 1. De jaarlijks aan de centra toegekende werkingstoelage dient voor het dekken van de persoonlijke kosten, de werkingskosten, de kosten voor de bezetting van gebouwen, voor het afschrijven van gebouwen waarvan het centrum eigenaar of erpachter is, voor het afschrijven van het meubilair en van het medisch en niet-medisch materieel.

§ 2. Het maximumbedrag per jaar komt voor de centra overeen met € 2.074 vermenigvuldigd met de erkende capaciteit.

Art. 39. De aanvaardbare kosten die het toekennen van toelagen kunnen rechtvaardigen staan gepreciseerd in bijlage 2.

Art. 40. § 1. De toelage wordt vermeerderd met de kosten van de boekhouding op voorwaarde dat de boekhoudkundige norm die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 2. De toelage wordt vermeerderd met de kosten van het sociaal secretariaat op voorwaarde dat de norm van de administratieve ploeg die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 3. De toelage wordt vermeerderd met de wasserijkosten op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het arbeidersbarema, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 4. De toelage wordt vermeerderd met de kosten voor het bereiden van de maaltijden op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het arbeidersbarema, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 5. De toelage wordt vermeerderd met de kosten voor medische prestaties, op voorwaarde dat de norm van het medisch personeel die in overweging wordt genomen voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval wordt het bedrag van de bijkomende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van een huisarts of specialist, naar gelang het geval, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1.248 werkuren per jaar.

Art. 41. Indien, bij toepassing van artikel 14, derde lid, het College de erkende capaciteit van een centrum vermindert, worden de maximumbedragen van de toelagen aangepast op de datum van de door het College bepaalde wijziging van de erkenning.

Deel 5. — Toelage inzake vervoerskosten

Art. 42. Een jaarlijkse toelage voor openbare vervoerskosten, vastgesteld op € 1,09 (BTW excl.) per kilometer of op maximum € 3,07 (BTW excl.) per kilometer voor een aangepast voertuig, wordt aan de dagcentra toegekend.

De facturen zijn vergezeld van de bewijsstukken waarin, over het algemeen genomen, de data van de gedane ritten, de naam van de vervoerde personen, hun aantal en het aantal afgelegde kilometers vermeld staan.

Deel 6. — Financiële bijdrage

Art. 43. De financiële bijdrage van de gehandicapte vertegenwoordigt zijn deelname in zijn onder artikel 3 bedoelde opvang evenals in de globale werking van het centrum.

Art. 44. Het centrum ontvangt van de gehandicapte een maandelijks financiële bijdrage van € 70 voor de maanden september tot juni.

Voor de onvolledige maanden worden de in dit hoofdstuk voorziene bedragen verminderd naar rato van de duur van de opvang, rekening houdend met dertig dagen per maand.

Onder onvolledige maand dient te worden verstaan :

- de maand dat het centrum gesloten is;
- de maand waarin de op maat gemaakte prestatieovereenkomst aanvangt of ten einde loopt.

Art. 45. Voor de schoolvakantieperiode van juli en augustus is de financiële bijdrage vastgesteld op € 4 per dag, zonder de € 70 per maand te overschrijden.

Art. 46. De gehandicapte die zowel in dag- als in een verblijfscentrum wordt opgevangen, beiden erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, draagt enkel bij voor zijn opvang in het verblijfscentrum.

Art. 47. De centra adresseren maandelijks aan de gehandicapte of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger, de afrekening van zijn financiële bijdrage die overeenstemt met de opvang tijdens de voorgaande maand.

Art. 48. Wanneer de gehandicapte zijn financiële bijdrage niet kan storten, kan hij een aanvraag indienen bij het bestuur om een verlaagde berekeningsvoet te bekomen. Bij deze aanvraag moeten alle bewijzen gevoegd worden waaruit blijkt dat hij een van de voorziene berekeningsvoeten niet kan storten.

Op basis van deze elementen bepaalt de pluridisciplinaire equipe de financiële bijdrage van de gehandicapte die overeenstemt met zijn reële inkomens en familiale lasten.

Art. 49. § 1. Bovenop de financiële bijdrage kan geen enkel supplement worden geëist voor het dekken van de kosten verbonden aan het personeel, de werking, het onthaal of de activiteiten van de begunstigde personen.

§ 2. In een centrum kan, bovenop de financiële bijdrage, en in de mate dat ze niet het voorwerp zijn van een wettelijke of reglementaire tussenkost, een supplement gevraagd worden voor :

- a) het deel van de kosten voor verzorging en prothesen dat ten laste blijft van de gehandicapte;
- b) de specifieke kosten verbonden aan incontinentie;
- c) de kosten voor technische bijstand;
- d) het deel van de farmaceutische kosten dat niet gedekt wordt door een door de Franse Gemeenschapscommissie voorziene tussenkost en na aftrek van de tussenkost van de verzekeringsinstelling.

Art. 50. In een centrum kan, bovenop de financiële bijdrage, een supplement gevraagd worden voor de kosten om de opgevangen gehandicapte, op zijn eigen aanvraag, een comfort, ontplooiings- of vrijetijdsmogelijkheden te verzekeren die geen deel uitmaken van hun collectief project.

Art. 51. Binnen de drie maand die volgen op de datum van verzending van de onder artikel 47 bedoelde maandelijks afrekening adresseert het centrum, aan de gehandicapte of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger, twee schriftelijke herinneringen, waarvan de laatste per aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst. Wanneer het centrum dit bedrag niet heeft ontvangen binnen de drie maanden die volgen op de verzending van het aangetekend schrijven, wordt het bedrag van de financiële bijdrage niet afgetrokken van de jaarlijkse toelage en wordt, de dag die volgt op deze termijn, de schuld ten laste van de Franse Gemeenschapscommissie gevorderd.

De ontvangst door het bestuur van een onder artikel 48 bedoelde aanvraag om vermindering van de bijdrage, schort deze termijnen op tot de datum van de beslissing van de pluridisciplinaire equipe.

Art. 52. De bewijsstukken aangaande de financiële bijdragen moeten bij het bestuur worden ingediend op jaarlijkse basis en uiterlijk op 31 juli van het volgend jaar.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 53. § 1^{er}. Aan de bepalingen van de punten 8, 9 en 11 van artikel 5 en van de punten 4 (collectief project), 5, 15 en 16 van artikel 6 wordt beantwoord tegen 1 april 2003.

§ 2. De centra worden voorlopig erkend voor de periode van 1 januari tot 31 december 2003, zonder dat de bepalingen van de artikelen 7 en 8 toegepast werden in 2002.

Daartoe houdt het College rekening met de uiterlijk op 15 oktober 2002 ingediende aanvragen om erkenning.

Art. 54. § 1. Aan de bepalingen van de punten 9, 10 en 12 van artikel 5 en van de punten 4 (collectief project), 5, 15 en 16 van artikel 6 van het besluit 99/262/E1 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten wordt beantwoord tegen 1 april 2003.

§ 2. In afwijking van artikel 9 van het besluit 99/262/E1 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten worden de dagcentra en de verblijfscentra voorlopig erkend voor de periode van 1 januari tot 31 december 2003, zonder dat de bepalingen van de artikelen 7 en 8 toegepast werden in 2002.

Daartoe houdt het College rekening met de uiterlijk op 15 oktober 2002 ingediende aanvragen om erkenning.

Art. 55. Wanneer bij toepassing van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 december 1999 tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten het in het kader van de betoelaging van een lid van het arbeidend personeel weerhouden barema lager is dan het barema dat van toepassing was op 31 december 1998, wordt evenwel het barema dat op die datum van toepassing was, weerhouden voor de toelage.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 56. De in de artikelen 38, 42, 44 en 45 vermelde bedragen en herzienbaar en verbonden aan de referentiegezondheidsindex van december 2001.

Vanaf 1 januari 2003 worden ze jaarlijks aangepast, telkens op 1 januari, rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijs bedoeld onder hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's Lands concurrentievermogen, hieronder gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\text{Basisbedrag op 31.12 van het jaar } n-1 \times \frac{\text{gemiddelde gezondheidsindex van het jaar } n-1}{\text{gemiddelde gezondheidsindex van het jaar } n-2}$$

Art. 57. Artikel 34, § 2, het besluit 99/262/E1 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten worden de dagcentra en de verblijfscentra wordt aangevuld met de woorden : « of onder het technisch personeel ».

— In artikel 46, § 7, van hetzelfde besluit, worden de woorden « voor de niet-schoolgaande gehandicapten; - 186 voor de schoolgaande gehandicapten » geschrapt.

Art. 58. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003, behalve artikel 42 dat van kracht wordt op 1 januari 2002 en van artikel 55 dat van kracht wordt op 1 januari 1999.

Het vervalt uiterlijk op 31 december 2004.

Art. 59. Het Lid van het College dat belast is met het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van deze beslissing.

Brussel, 18 juli 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

W. DRAPS,

Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met de Begroting

Bijlage 1 bij het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen

ELEMENTEN VAN HET COLLECTIEF PROJECT VAN DE DAGCENTRA VOOR SCHOOLGAANDE KINDEREN

1. Algemene doelstellingen van het centrum
2. Kenmerken van het project
 - 2.1. Algemene voorstelling van het centrum
 - Type van erkenning van het centrum
 - Aan het centrum verwante eenheden (*aanwezigheid van een school, kinderkribbe, enz.*)
 - Finaliteiten van het collectief project
 - Filosofische opties van het centrum
 - Ethisch kader van de actie (*handvest*)
 - Theoretische referenties
 - 2.2. Opgevangen bevolking
 - Kenmerken (*medische, sociale, geografische, aangaande het aantal, de leeftijd, het geslacht, de graad van zelfstandigheid*)
3. Aangewende middelen
 - 3.1. Algemene organisatie
 - 3.1.1. Opname
 - Opnamecriteria en -procedure
 - Criteria en maatregelen inzake reoriëntatie en uitsluiting
 - 3.1.2. Telastening
 - Interdisciplinaire coördinatie van de telastening (*bestaan van een referent die de opvolging van het project verzekert, enz.*)
 - Samenwerking, overleg, coördinatie en evaluatie binnen het centrum en met het netwerk of de externe partners
 - tussen en met de gehandicapten : *voorziene wijze van overleg, ritme, beheer van de vergaderingen;*
 - met de familie : *wijze van samenwerken, doelstellingen, ritme, interveniënten die de contacten verzekeren, partnerships met de families (steun, familiale begeleiding of bemiddeling);*
 - tussen werknemers : *verschillende types van vergaderingen, ritme, doel, interveniënt;*
 - met de school (scholen);
 - met de andere externe partners : *partners, interveniënten die de contacten verzekeren.*
 - Bepaling en organisatie van de individuele of collectieve telasteningen : *criteria, logica, procedure, evaluatie*
 - Bepaling en organisatie van de telasteningen buiten het centrum (*leefwereld, schoolomgeving, familiekring, kinderkribbe,...*)

- Specificiteiten tijdens de schoolvakanties
- 3.2. Uitwerking van het individueel project en evaluatie
 - Modaliteiten voor de evaluatie van de bevoegdheden en de behoeften van elke gehandicapte rekening houdend met zijn levensproject
 - Definitie van de doelstellingen, uitwerking en aanpassing van een op maat gemaakte overeenkomst
 - Modaliteiten voor de evaluatie van de gekozen strategieën en de gebruikte werktuigen
 - Modaliteiten voor de uitwerking van het individueel project (*opvolging van de acties, partners, verantwoordelijkheden, termijnen, concreet voor de persoon en zijn familie gereserveerde plaats, prioritair betrokken interveniënten*)
- 3.3. Comfortfactoren
 - Periode van eventuele sluiting (data, permanentie, alternatieve opvangoplossing)
 - Organisatie van de opvang van de gehandicapte en van zijn familie (*teleonthaal, eerste contacten ter plaatse, middagperiode, aanverwante diensten, vervoer, enz.*)
 - Beschikbaarheid op de verschillende leefomgevingen
- 3.4. Relatieve netwerk
 - Bij de actie van het centrum betrokken partners
 - *Stille vennoten, prescriptoren, aanverwante organisaties*
 - *Wachttijden, wijzen van wederzijdse communicatie, enz.*
 - Wijze van organisatie van de persoonlijke relaties van de gehandicapten met hun omgeving
 - Plaatsen waar de opgevangen personen hun autonomie uitoefenen (*diverse handelszaken, gespecialiseerde diensten die in de lijn van het project werken, sportactiviteiten, culturele activiteiten, vrije tijd en vakanties*)
- 3.5. Personeel
 - Functioneel en hiërarchisch organigram
 - Definitie van de verschillende categorieën interveniënten
 - Verdeling van de functies tussen de leden van het psychologisch, educatief, reëducatief en sociaal team
 - Vormingen : doelstellingen
- 3.6. Inplanting
 - 3.6.1. Ligging van het centrum
 - *Aanwezigheid van een park, van tuinen, van aanverwante infrastructuren (zwembad, sportzaal, diverse evenementenhallen, enz.)*
 - *Toegang tot het openbaar vervoer*
 - *Toegang tot een extern net van infrastructuren (sporthal, zwembad, enz.); omgekeerd, onthaal van personen die van buiten het centrum komen*
 - 3.6.2. Infrastructuur van het centrum
 - *Coherentie tegenover de doelgroepen en evolutie ervan lokalen voor bijzondere activiteiten*
 - 3.6.3. Andere opvangplaatsen
- 3.7. Gebruik van gespecialiseerd materiaal
 - *Gebruik van het informaticawerktuig en beoogde doel*
 - *Gebruik van aangepast materieel, collectief of individueel*
 - *Gebruik van voertuigen (al dan niet aangepaste bus, enz.)*

Nota

De cursief gedrukte bepalingen zijn richtinggevend.

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 18 juli 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschap :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

W. DRAPS,

Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met de begroting

Bijlage 2 bij het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen

TOEGELATEN UITGAVEN VOOR DE VERANTWOORDING VAN DE WERKINGSTOELAGE VAN DE DAGCENTRA VOOR SCHOOLGAANDE KINDEREN

1. Zorgen

Aankoop van farmaceutische goederen – courante producten

Aankoop van klein verzorgingsmateriaal

2. Educatie, reëducatie en andere specifieke activiteiten

Aankoop van goederen en diensten voor de educatie, de reëducatie en de andere specifieke activiteiten

Aankoop van didactisch materiaal (terugbetaalbaar)

Aankoop van didactisch materiaal (niet terugbetaalbaar)

Aankoop van grondstoffen voor ambachtsactiviteiten

- 3. Vervoer en verplaatsingen**
 - Begeleiding van gehandicapten
 - Niet-begeleide gehandicapten
 - Brandstof voor dienstvoertuigen
 - Huur dienstvoertuigen
 - Opdrachten
- 4. Voeding**
 - Uitgaven voor het eten van de gehandicapte (vergoedingen of reële kosten)
 - Aankoop van voedingsmiddelen
 - Aankoop van diensten inzake voeding
 - Aankoop van klein keukenmateriaal
- 5. Kledij**
 - Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor kledij
 - Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor schoenen
- 6. Vakantie (d.w.z. residentieel verblijf buiten het centrum)**
 - Huur (met inbegrip van de servicekosten)
 - Vervoer
 - Vrije tijd
 - Gekochte vakantie
- 7. Lingerie**
 - Aankoop van klein materiaal en beddengoed (lakens en hoeslakens)
 - Aankoop van huislinnen
 - Externe diensten voor herstel van beddengoed
- 8. Washok**
 - Aankoop van wasproducten
 - Externe wasserijdiensten
- 9. Onderhoud en herstelling rolstoelen voor gehandicapten**
- 10. Andere kosten**
 - Kantoorbenodigdheden
 - Informaticabenodigdheden
 - Telefoon, fax
 - Portokosten
 - Internet
 - Vergaderingskosten
 - Representatiekosten
 - Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstellingen)
 - Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
 - Honoraria externe boekhouders
 - Honoraria revisor
 - Honoraria advocaten en notarissen
 - Honoraria preventieadviseur
 - Andere honoraria
 - Publiciteit, advertenties en inlassingen
 - Aansluitingskosten bij diverse organismen (beperkt tot € 2.000)
- 11. Beheerskosten personeel**
 - Abonnementen op vakbladen en documentatie
 - Recruteringskosten
 - Sociaal secretariaat
- 12. Huur en servicekosten**
 - Huur gebouwen
 - erfpachten
 - Huurlasten gebouwen
 - Huur materiaal en uitrustingen
- 13. Energie**
 - Stookolie
 - Elektriciteit
 - Gas
 - Water
- 14. Onderhoud en herstellingen**
 - 14.1. Terreinen en gebouwen**
 - Reiniging
 - Onderhoud en externe herstellingen aan de gebouwen
 - Onderhoud en interne herstellingen aan de gebouwen
 - Onderhoud tuinen

14.2. Installaties

- Onderhoud en herstellingen technische installaties
- Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrustingen
- Onderhoud en herstellingen washokinstallaties en -uitrustingen
- Onderhoud en herstellingen niet medische of paramedische uitrustingen
- Onderhoud en herstellingen medische en paramedische uitrustingen
- Onderhoud en herstellingen onderhoudsmaterieel en -gereedschap
- Verplichte controles door derden

14.3. Meubilair en rollend materieel

- Onderhoud en herstellingen meubilair
- Onderhoud en herstellingen bureaumaterieel
- Onderhoud en herstellingen informaticamaterieel
- Onderhoud en herstellingen rollend materieel

15. Verzekeringen

- Verzekeringen en burgerlijke aansprakelijkheid gehandicapten en personeel
- Diefstal-, brand- en schadeverzekeringen
- Verzekeringen auto's en voertuigen van de instelling
- All-riskverzekering opdrachten
- Andere verzekeringen

16. Afschrijvingen

- Afschrijvingen op kosten van eerste vestiging
- Dotatie aan de afschrijvingen op immateriële activa
- Dotatie aan de afschrijvingen op bouwwerken
- Dotatie aan de afschrijvingen op installaties
- Dotatie aan de afschrijvingen op meubilair en rollend materieel
- Dotatie aan de afschrijvingen op verhuurde vastleggingen, financieringen en aanverwante rechten
- Dotatie aan de afschrijvingen op andere materiële activa

17. Andere bedrijfslasten

- Onroerende voorheffing
- Belasting op het patrimonium van de v.z.w.'s
- Verkeersbelasting
- Gewestelijke en gemeentelijke taksen (huisvuil, rioleringen, enz.)

18. Financiële lasten

- Financiële lasten op huurkoopschulden en aanverwanten
- Financiële lasten op langetermijnschulden
- Interesten op wegens vertragingen in de betoelaging aangevane leningen
- Financiële lasten op kortetermijnschulden
- Bankkosten

19. Lasten op voorafgaande boekjaren

- Inhaling op voorgaande boekjaren
- Diverse diensten en goederen
- Vergoeding sociale lasten en pensioenen
- Afschrijvingen
- Andere bedrijfslasten
- Financiële lasten

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 18 juli 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

W. DRAPS,

Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met de Begroting